

# La situation économique de la Suisse : conférence faite à Lausanne, le 12 octobre 1941

Autor(en): **Mussard, Jean**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **33 (1941)**

Heft 12

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-384301>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# Revue syndicale suisse

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

33<sup>me</sup> année

Décembre 1941

N° 12

## La situation économique de la Suisse.

*Conférence faite à Lausanne, le 12 octobre 1941.*

Par *Jean Mussard.*

Messieurs et chers concitoyens,

Nous voici réunis pour échanger des idées et pour discuter en toute franchise des soucis que nous cause la capacité de résistance de la Suisse sur le plan économique. Je ne voudrais pas que le mot «souvies» soit compris dans un sens défaitiste. Il appartient à la nature de la démocratie que tout citoyen s'inquiète du bien-être de la patrie, comme les parents songent à la santé des enfants, les paysans à la venue de la récolte.

Je ne me propose pas de parler ici de la propagande chuchotée qui voudrait nous faire croire que l'effort militaire de la Suisse est inutile puisqu'elle est un petit pays, économiquement étranglé, destiné à tomber comme un fruit mûr entre les mains des grandes puissances voisines. J'opposerai à cette propagande le silence du mépris. Mais nous devons répondre à ceux de nos concitoyens qui sont pris de sincère inquiétude et qui nous demandent comment nous nous défendrons contre la suffocation économique. Que deviendra notre population travailleuse si les matières premières viennent à manquer? Ne suffirait-il pas qu'on nous prive de charbon pour nous mettre à genoux? A quoi servent l'armée et la volonté de nous défendre au prix de la vie de nos soldats, si la faim nous enlève nos forces de combat?

Ces questions, qu'il est permis de poser et qui chagrinent d'honnêtes citoyens, méritent réponse. Nous ne pouvons passer à côté du problème. Notre riposte doit être réfléchie. Et la réflexion nous indique le chemin à suivre. Elle nous donne la somme des sacrifices et des souffrances que nous devons assumer, si le destin de la Suisse l'exige.

La capacité de résistance économique de la Suisse dépasse de beaucoup les estimations courantes. Nos ressources matérielles sont plus considérables qu'on ne croit. Mais l'essentiel est ceci: nous pouvons supporter infiniment plus de peines et de misères

que ce dont nous nous croyons capables (dites-le-vous bien!) pourvu que nous soyons décidés à mobiliser toutes nos réserves morales.

L'homme est un être étonnamment élastique. Il s'habitue facilement au luxe et à la bonne vie. Mais en période de déclin matériel, il s'adapte avec une facilité prodigieuse à un standard d'existence inférieur. Deux conditions seulement doivent être remplies pour qu'il accepte de souffrir: l'homme veut savoir qu'il n'est pas victime d'une injustice, et il exige qu'en haut lieu tout soit mis en œuvre pour atténuer ses souffrances.

Cela revient à dire que l'homme ne veut pas se sentir seul dans le malheur. Rien ne le fâche autant que d'être frappé de misère personnellement alors que d'autres sont épargnés. Rien ne l'offense comme sa pauvreté en présence de voisins opulents. Mais peine partagée n'est plus que demi-souffrance, et la privation collective est supportée avec courage. La certitude, enfin, que le gouvernement possède l'inventaire de nos ressources matérielles, qu'il en dispose de façon équitable et selon un plan bien étudié, décuple les forces d'endurance.

Si la Suisse semble économiquement encerclée, le groupe des puissances qui nous entourent est lui-même enserré dans un anneau de fer. Ce cercle est hermétiquement fermé depuis que la Russie est entrée en guerre. A supposer que la Suisse soit l'objet de malveillance de la part des pays qui l'entourent, il n'est pas encore prouvé que ceux-ci ne succomberaient pas avant elle à l'effet du blocus. Ceci me semble une raison suffisante pour que nous restions confiants en notre destinée et pour nous mettre en garde contre toute défaillance de courage. Mais nos voisins n'ont pas manifesté de méchantes intentions à notre égard. Ils ne nous assiègent pas. Pour le moment, ils demandent notre collaboration.

Cependant le blocus de l'Europe impose aux peuples de ce continent des privations de plus en plus dures. Déjà la misère est effroyable en France, en Belgique, aux Pays-Bas, en Pologne, en Grèce. L'Allemagne aussi et l'Italie subissent un cruel abaissement du standard de vie. Si la guerre ne s'achève pas cette année, la plus grande famine de l'histoire est sans doute prête à s'abattre sur l'Europe—et aussi la plus grave pénurie de matières premières.

Il n'est pas concevable que la petite Suisse, au cœur de l'Europe, reste seule épargnée par ces misères. Point n'est donc besoin de supposer de mauvaises intentions des grandes puissances envers notre pays pour comprendre que sa situation ressemblera bientôt à celle d'une forteresse assiégée. Le problème qui se pose pour nous et dont nous voulons nous entretenir ici, est le suivant. En admettant que la Suisse ne soit pas l'objet d'une agression militaire, mais que l'état chaotique de l'Europe nous oblige à nous replier entièrement sur nous-mêmes, comment tiendrons-nous? Comment nous comporterons-nous si nous sommes économiquement assiégés?

Il nous faut un *plan de famine*, et c'est ce plan que je veux

tenter d'esquisser ici. L'économie suisse doit atteindre trois buts, afin que notre peuple puisse traverser sans grand mal les années difficiles :

1. Ne pas mourir de faim.
2. Ne pas mourir de froid.
3. Ne pas chômer.

Il s'agit d'accomplir ces tâches essentielles, tout le reste est d'importance secondaire. Nous serons sûrs, alors, de survivre à la grande pitié de notre époque et d'éviter les déchéances physiques et morales.

Qu'importe, en ce cas, que notre pitance consiste en porc gras et pain blanc ou qu'il faille se contenter de pommes de terre, d'un morceau de pain et de très peu de fromage? Qu'importe que nous ne puissions pas jouer, l'hiver prochain, d'un feu pétillant au foyer, mais qu'il soit nécessaire peut-être de nous serrer dans des salles communes pour nous réchauffer? Et si le manque de matières premières nous contraint à fermer les portes de nombreuses usines, qu'importe à la nation pourvu que tout homme valide ait aussitôt une autre besogne, utile bien entendu? Il ne s'agit pas ici de pertes financières individuelles, quelque regrettables qu'elles soient, mais de la vie du peuple suisse. Et le principal n'est pas l'entreprise, mais les hommes qu'elle occupe et qu'il faut faire travailler coûte que coûte et de façon productive. Quelles chances avons-nous de pouvoir remplir ces tâches essentielles? Que faire pour nous défendre contre la faim, le froid et le chômage?

La solution de ces problèmes est avant tout affaire de volonté. La détermination de vaincre comporte l'obligation de prévoir. Vouloir abandonner l'avenir national en ce temps dangereux à l'improvisation, au hasard, c'est faire preuve de coupable légèreté et c'est courir à la catastrophe.

Je ne suis pas chargé d'exposer ici le côté militaire du problème. Je dois pourtant y faire allusion, puisque la possibilité de tenir en cas de siège économique ne se conçoit point si nous ne sommes pas farouchement décidés à nous battre en cas d'agression.

A moins que nous soyons lâches, la question ne se posera pas de savoir si notre résistance à l'envahisseur pourra durer une semaine, deux semaines, un mois ou une année. Nous ne marchanderons pas sur le nombre de villes qu'il faudra sacrifier. Nous nous défendrons et, s'il le faut, nous succomberons en combattant. Les plus graves défaites de notre histoire furent encore des victoires : à St-Jacques sur la Birse, à Marignan, les vainqueurs furent dégoûtés du succès. Nous maintiendrons cette tradition et nous sauvegarderons ainsi, si tout va mal, nos droits à la résurrection. Quant à nous soumettre, à renoncer aux libertés conquises par nos ancêtres, il n'en sera jamais question. S'il était quelques misérables qui pensaient autrement, ils seraient assurés du mépris de notre peuple.

Je disais que les désordres de l'Europe nous obligent à prévoir le pire, et, sur le plan économique, à nous préparer à vaincre la famine, le froid et le chômage.

En ce qui concerne notre approvisionnement en vivres, nous avons pour point de départ une agriculture qui assure à la Suisse en temps normal 60 % de sa nourriture. Le plan Wahlen nous ouvre la perspective de pouvoir nous suffire à nous-mêmes tant bien que mal, mais sa réalisation complète comporte de grosses difficultés. Elle nécessite le transfert d'ouvriers industriels à la campagne. Les prix de revient des produits de notre sol étant plus élevés que ceux des grands pays agricoles, il en résulte que le niveau des prix doit s'élever en Suisse à mesure que nous nous éloignons du libre échange pour tirer plus de vivres du sol suisse. Le fait que nous sommes obligés de travailler les terres de moins bon rendement, les meilleures ayant été cultivées en premier lieu, rend la situation plus grave. Et puis, il semble nécessaire, en l'état actuel de notre organisation sociale, d'encourager les cultivateurs par l'appât d'un bénéfice plus large pour justifier l'effort supplémentaire et les capitaux qu'ils devront investir en outillages additionnels. Le renchérissement de la vie et la hausse des salaires qui s'ensuivent, compromettront à la longue notre capacité d'exportation et causeront des dommages permanents à l'industrie. Il n'est pas nécessaire, d'autre part, de réaliser le plan Wahlen tout d'un seul coup. Nous couvrirons une première étape cette année. Quant à savoir jusqu'à quel point ce plan doit être exécuté, et à quelle cadence on procédera, nous ne pouvons nous en remettre au hasard des initiatives privées. Notre politique agricole devra donc être surveillée de très haut au cours des prochaines années. Il faudra la diriger. Les surfaces de terre à cultiver devront être prescrites en tenant compte des développements de la politique internationale, de nos inventaires et des perspectives de l'approvisionnement extérieur. Le juste milieu sera trouvé si notre paysannerie reçoit l'impulsion nécessaire pour qu'elle couvre exactement nos besoins sans qu'elle s'étende plus qu'il ne le faut, au détriment de l'industrie. Une erreur de calcul aurait des conséquences graves: la disette ou la destruction inutile du potentiel industriel.

Des calculs justes ne peuvent être établis que par les offices de l'économie de guerre, auxquels il sera bon d'adjoindre un Conseil supérieur d'économie publique. Cette considération déterminera feu le conseiller fédéral H. Obrecht à constituer les cadres de l'économie de guerre en temps de paix déjà. Si l'organisation de notre économie de guerre est encore loin de la perfection, il est cependant certain qu'une doctrine centrale et des méthodes appropriées sont en voie d'élaboration graduelle.

Mais les offices de l'économie de guerre les mieux organisés ne peuvent faire des miracles. Toute conception humaine doit compter avec la malchance. C'est pourquoi il nous faut une réserve de nourriture. Nous l'avons. Nous disposons de provisions, et par

bonheur nous avons un cheptel nombreux. Notre gros bétail comprend plus de trois millions de vaches, de porcs et d'autres bêtes. Le troupeau suisse peut être mangé, en cas de nécessité, avant que la famine ne frappe à notre porte. Il nous faudra certes encore restreindre notre nourriture. Le rationnement sera sévère. Mais nous ne mourrons pas de faim.

Le problème de l'approvisionnement de la Suisse en combustibles est plus difficile. A première vue, notre existence semble dépendre sur ce point de la bonne volonté de l'étranger. Quelque sérieuse qu'elle soit, la situation est loin d'être désespérée, quoi qu'en disent les pessimistes. Nous avons le bois et la force électrique. Un tiers seulement des chutes d'eau offrant une possibilité d'exploitation sont actuellement utilisées. A l'instar du plan de la bataille agricole, nous pouvons entreprendre un vaste programme d'électrification. Notre production annuelle d'énergie électrique s'élève à 7 milliards de kilowatt-heures: nous pourrions en produire 22 milliards. L'exécution intégrale de ce programme rencontre des obstacles analogues à ceux du plan Wahlen. Elle nécessite une surcapitalisation des centrales, si bien que le rendement financier des entreprises souffrirait. Le jour viendra, objecte-t-on, où le charbon reviendra de l'étranger en quantités suffisantes et au prix d'avant-guerre. A ce moment notre production d'énergie hydro-électrique, grevée de capitaux excessifs, serait peut-être obligée de réduire ses dividendes. La direction de nos grandes centrales vit encore dans la terreur de la surcapacité. Si l'on inventait une lampe à consommation réduite, me dit-on, ce serait un désastre pour les actionnaires. Mais il s'agit là d'intérêts particuliers, et l'on perd de vue que lorsqu'on a construit une usine hydro-électrique, un torrent de richesse et de bien-être matériel se met à couler de la montagne et se déverse sur le pays. Richesse durable par excellence, puisque les alpes sont éternelles et que l'eau qui descend fécondera l'économie des générations à venir. Il semble, en deux mots, que l'électrification de la Suisse suscite un conflit d'intérêts entre l'économie privée et la communauté nationale. Une fois de plus, nous voyons qu'il nous faut un conseil supérieur, une instance neutre capable d'établir aussi un programme général d'électrification et d'en fixer la cadence d'exécution. Ce conseil supérieur décidera jusqu'à quel point il est permis de freiner la construction des usines hydro-électriques eu égard à leur rendement financier.

L'approvisionnement en matières telles que le fer, le cuivre, l'aluminium nécessaires pour la fabrication des machines génératrices de courant et pour la construction des réseaux de distribution, présente d'autres difficultés. Il est évidemment indispensable de surveiller et de diriger la consommation des métaux. Le ramassage des vieux métaux ainsi que d'objets en fer et en cuivre, dont il est possible de se passer, doit être ordonné. Nous voulons avoir la certitude que l'utilisation des métaux est organisée selon

les nécessités nationales et qu'elle n'est pas laissée au hasard de la consommation privée.

Quoi qu'il en soit, le chauffage électrique sera développé et rationalisé. Si l'arrivée des charbons est arrêté, il sera nécessaire de créer par temps froids des dortoirs publics et autres lieux de chauffage commun. L'utilisation industrielle de l'énergie électrique sera temporairement freinée et nous nous accoutumerons, s'il le faut, aux fermetures d'usines et à la réduction du trafic ferroviaire pendant les mois de frimas.

Nous voudrions sans doute ménager nos forêts. Mais nous pouvons à la rigueur intensifier l'abatage du bois pendant quelques années, si cela sert à sauver des vies humaines.

Je conclus qu'en cas de siège économique nous aurons froid, mais nous ne mourrons pas de froid. Le développement par étapes de nos exploitations forestières et d'énergie électrique nous permettra d'atténuer des misères et de créer, en même temps, des valeurs nouvelles et durables.

Et j'en viens au problème du chômage. Que ferons-nous pour donner du travail à nos hommes, si le manque de matières premières nous oblige à fermer la porte des ateliers? Nous avons, à vrai dire, déjà largement répondu à cette question. L'accélération de la production agricole, la construction d'usines hydro-électriques et de barrages, l'abatage de bois, la récupération de déchets sont des chapitres d'un vaste programme permettant la mise en œuvre de toutes les forces productives du pays. L'arrêt de certaines usines, les pertes financières qui en résulteront seront sans doute pénibles, et nous les regretterons dans chaque cas particulier. Mais que sont les pertes d'argent si l'on songe qu'en cas de guerre nos soldats donneront leur vie? Que sont-elles en comparaison de la perte de nos libertés, si la Suisse devenait la proie des grandes puissances voisines? Ce qui importe le plus du point de vue national, ce n'est pas que telle fabrique tourne, mais que toutes les forces humaines restent activement engagées dans le circuit de production, malgré les licenciements de main-d'œuvre qui se produiront dans quelques secteurs de l'économie.

Les barrages d'eau existants sont trop petits: six cent millions de kilowatt-heures se perdent chaque année parce que nos bassins de retenue débordent en période de forte affluence. Songez que la ville de Zurich consomme quatre cent millions de kilowatt-heures par an! L'eau perdue dans les usines hydro-électriques existantes permettrait de suppléer aux besoins de lumière et de force de 400,000 habitants, c'est-à-dire d'une grande ville. L'élargissement des bassins de retenue et la construction de barrages nouveaux constituent des possibilités de travail qui ne nécessitent que relativement peu de matières importées.

Le chômage résultant de la fermeture d'usines est à combattre par les travaux auxquels la nature de notre pays se prête le mieux.

Il est cependant indéniable que de graves perturbations de

notre production industrielle par suite du manque de matières premières nous causeront de gros soucis, si la Suisse se trouve économiquement assiégée. L'utilisation prudente de nos réserves de charbon, d'huiles de chauffage et de graissage, de fers et métaux, de caoutchouc et d'autres matières s'impose à nous comme une nécessité inéluctable. Ce que nous importons encore atténue nos difficultés, à la condition toutefois d'éviter à temps tout gaspillage.

La situation de notre approvisionnement en fers n'est pas encore tragique. Selon la statistique de 1938, nous avons importé en cette année 400,000 tonnes de fers et d'aciers, dont la moitié environ a été réexportée. Nos besoins nets sont donc de l'ordre de 200,000 tonnes par an. Par l'interdiction de l'exportation des vieux fers, dont nous fournissions 75,000 tonnes par an à nos voisins, une source d'approvisionnement très importante se trouve assurée pour nos fonderies. Par bonheur, la Suisse put importer beaucoup de fer en 1939, si bien que les inventaires de nos usines sont encore considérables. L'importation de fers et d'aciers continue d'Allemagne, quoique avec difficulté. Nous en recevons au moins 100,000 tonnes en 1941. En réunissant tout, les stocks existants, les arrivages assurés, la récupération de la ferraille, nous en avons assez pour pouvoir tenir deux ans au moins. Je n'ai pas tenu compte, dans ce calcul, des possibilités de la confiscation: je pense ici aux immenses réserves cachées que nous avons sous forme de grilles de jardin et d'objets de fer divers qui ne sont pas d'importance vitale. Il est vrai cependant qu'un manque aigu se fait sentir déjà pour certaines sortes. Nous manquons par exemple de tôles. C'est pourquoi il a fallu interdire d'allouer des tôles pour la fabrication d'articles qui ne sont pas indispensables. Et je cite pour mémoire la confection de cuisinières à l'aide des vieilles carrosseries d'automobiles.

L'état de nos approvisionnements en cuivre, zinc et laiton est fort précaire. Depuis un an, toute importation de ces métaux a cessé. Nous avons besoin, par exemple, de 12,000 tonnes de cuivre et de 1000 tonnes de zinc par an. Le métal rouge est d'une importance particulière pour la construction de machines électriques ainsi que pour la fabrication du sulfate de cuivre si nécessaire à l'agriculture. L'utilisation la plus parcimonieuse des stocks de ce métal est indispensable. Récemment on a recouvert de cuivre le toit de l'hôtel de ville de Berne ainsi que la coupole d'une église en cette ville. On ne peut dire que ce sont là des emplois judicieux. Il n'est pas douteux qu'il faudra bientôt descendre le cuivre des toits et prescrire la récupération d'objets en métaux de toutes sortes. Des lignes électriques aériennes en cuivre seront remplacées par des conduites en aluminium, ce qui nous procurera du métal rouge pour la fabrication des génératrices de courant. La production d'articles de ménage en cuivre, tels que les casseroles, est prohibée.

Comme vous le voyez, il est aussi nécessaire de diriger la con-



sommation des matières premières comme il a fallu rationner les vivres. Que l'on aime l'intervention de l'Etat ou qu'on la déteste, nous devons bien nous y résigner pour le maintien de l'ordre public, pour la justice et pour la sauvegarde de notre indépendance nationale. Sera-t-il possible de revenir à plus de liberté après la guerre? Sur ce point les avis sont partagés, et je ne voudrais pas émettre des prophéties plus ou moins hasardeuses à ce sujet.

Dans le domaine des textiles, nous devons à la prévoyance des industriels d'avoir encore quelques réserves à notre disposition. Celles-ci ne suffisent pas cependant pour que le libre cours puisse être donné à la consommation. L'industrie de la soie a profité, pendant un certain temps, du rationnement des laines.

L'exploitation de nos minerais de fer, la fabrication d'essence artificielle tirée du bois, l'assainissement des quartiers vieux de nos villes, la construction de logis pour le personnel agricole et de nombreux autres ouvrages productifs doivent être entrepris ou achevés. Je ne mentionne qu'en dernier lieu la construction de routes, de fortifications et de bâtiments publics, au titre des travaux improductifs ou demi-productifs. *Les possibilités de travailler utilement et d'enrichir la communauté par la création de valeurs réelles sont actuellement encore illimitées.* Je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'accorder des crédits à l'étranger, qui s'en sert en vue de ses buts de guerre et qui ne nous payera peut-être jamais, pour pouvoir occuper tous nos hommes valides. Travaillons pour nous d'abord, avant de besogner pour le roi de Prusse. Ceci n'est pas une critique envers notre délégation commerciale, qui s'est vue obligée de concéder à l'étranger des vacances en compte « clearing » pour éviter de faire des concessions politiques.

Je conclus que le peuple suisse est en état de soutenir un siège économique de durée très respectable avant d'être acculé à la capitulation. Pendant longtemps, nous ne mourrons ni de faim ni de froid, et nous ne chômerons point. J'admets que nous nous tirerons d'affaire à grand'peine. Mais si nous avons la volonté de tenir, nous tiendrons. Il nous est permis d'envisager l'avenir avec confiance.

Nos moyens et réserves sont: la force de travail du peuple, notre sol, notre cheptel, les trésors naturels de la Suisse tels que la houille blanche, les bois et minerais de fer, nos usines et nos laboratoires scientifiques, l'esprit d'invention, l'or de notre Banque nationale. Un peuple qui dispose de telles richesses et qui sait en tirer parti intelligemment, courageusement, ne périra pas. Nous serons sans excuse si nous songeons à la capitulation. Le défaitisme est le propre des lâches et des imbéciles.

Mais nous n'avons pas voulu nous vanter de nos richesses! L'arrogance ne nous sied point. On a dit, au contraire, que pour obtenir des vivres et des matières premières, il nous faut gémir et nous plaindre de nos misères. Une politique de lamentations serait, paraît-il, assez profitable... Eh bien non! Si même nous

réussissions d'obtenir quelque aumône de l'étranger en pleurnichant, cette conduite serait encore pleine d'inconvénients. Le plus grave serait de nous persuader nous-mêmes, à force de gémissements, que nous sommes sur le point de succomber. Et nous serions bientôt convaincus que pour nous sauver, il ne nous reste qu'à solliciter le protectorat d'une grande puissance. Il y a un juste milieu en toutes choses. Il s'agit pour nous de reconnaître les difficultés de notre situation, de faire l'inventaire de nos forces et ressources, d'établir un plan de travail, un «plan de famine» si vous voulez le nommer ainsi, et de réaliser ce plan avec détermination.

Le peuple suisse a atteint l'âge de maturité. Il est en droit de connaître la vérité, il est capable de la supporter. Du point de vue militaire, il peut être utile de ne pas divulguer certains chiffres. Mais il est certainement sage de réunir toute la documentation nécessaire pour apprécier notre situation économique au sein d'un Conseil supérieur. Ce dernier pourra conseiller le gouvernement en connaissance de cause, et le Conseil fédéral gouvernera sans qu'aucune atteinte de principe ne soit nécessaire aux institutions démocratiques de la Suisse.

Le plan que je viens d'esquisser suppose, pour sa réalisation, que certaines tâches financières et fiscales soient résolues. Je crois vous avoir montré que les possibilités de travail sont immenses. Mais, direz-vous, où prendre l'argent pour mettre en œuvre ce programme de grands travaux? Je dois vous répondre.

Pour surmonter les difficultés financières, nous devons nous placer à un point de vue nouveau.

Il ne peut être question de renoncer, en l'état actuel des choses, au «profit» comme moteur de l'économie. Mais ce moteur ne suffira pas pour que le char «Suisse» surmonte les aspérités de la route qu'il faudra parcourir. Nous devons nous imprégner de l'idée que le bénéfice privé, les considérations de rentabilité, devront passer à l'arrière-plan lorsque l'existence nationale et la vie des hommes sont en jeu. Si de dures nécessités nous contraignent à nous consacrer plus qu'auparavant à la chose publique et à mettre un frein aux exigences de notre égoïsme, le *bénéfice sous forme nouvelle* sera immense. J'entends par là le bénéfice collectif, celui qui enrichit la nation et dont chaque individu profite.

Le proche avenir, pour autant qu'on puisse le prévoir, ne nous apportera ni le retour à l'économie libre du siècle dernier, ni le socialisme intégral. Les solutions raisonnables ressembleront à des compromis et ne seront que des pas sur le chemin du progrès.

Il ne m'est pas possible de vous décrire ici les détails techniques du financement des grands travaux. Je peux seulement vous exposer sommairement les principes sur lesquels le plan financier reposera nécessairement.

L'argent n'est qu'un moyen pour l'organisation de l'économie. Sa fonction principale est d'assurer la distribution des objets pro-

duits, qui constituent la vraie richesse. L'argent remplit en outre des fonctions secondaires. Il sert, lorsqu'on l'économise et qu'il ne circule pas, comme accumulateur de pouvoir d'achat.

L'argent n'a généralement pas de valeur intrinsèque. Il en avait une lorsqu'on se servait de marchandises (d'or par exemple) comme moyen de paiement. L'argent constitue, il est vrai, une richesse pour celui qui le possède. Il en est résulté une confusion d'esprit inextirpable semble-t-il: on en conclut que le total de toutes les sommes d'argent existantes constituent une partie importante de la fortune nationale. On commet ainsi une erreur de logique bien connue en philosophie, en tirant de cas particuliers une conclusion trop générale. En réalité, la somme de tous les argents est sans valeur pour la communauté. Il est même permis de dire que ce total représente des dettes de la communauté envers les individus.

La fortune nationale ne consiste ni en monnaie, ni en avoirs en banque. La vraie richesse matérielle du pays est faite de biens réels, c'est-à-dire de marchandises produites en vue de leur consommation, et de moyens de production.

Une somme d'argent que je possède me met en mesure d'acheter, c'est-à-dire de disposer à mon profit d'une partie de ces biens. Mon pouvoir d'achat est un droit d'utiliser ou de consommer. Mon argent est donc une dette de la communauté envers moi, d'une communauté qui existe, mais qui ne se rend pas compte de son existence. Car le propre de toute notion d'être, c'est qu'elle est personnelle et nullement collective.

Il en résulte que la communauté ne devient ni plus pauvre ni plus riche si l'on change le volume de l'argent. La création d'argent nouveau enrichit la nation autant qu'un agrandissement du format des billets de banque. Et l'on n'a rien fait pour la fortune nationale en ajoutant un zéro aux chiffres inscrits sur la monnaie et dans les comptes courants. Le revenu national est conditionné, en dernière analyse, par le volume de production. Il est identique au total de toutes les marchandises utiles que le peuple a produites.

Des changements brusques du volume d'argent peuvent être, il est vrai, fort désagréables vu qu'ils modifient les obligations mutuelles véritables entre les individus et la collectivité. En cas d'inflation, le droit d'acquérir des biens positifs diminue pour le particulier qui dispose d'une somme déterminée. Il éprouve cet appauvrissement comme une grave injustice. En cas de déflation le contraire se produit: le pouvoir d'achat du particulier disposant d'une somme déterminée est en augmentation, mais la dette publique s'alourdit. Elle devient vite insupportable pour l'Etat, même si le montant nominal de la dette est inchangé.

Ayant reconnu l'exactitude de ces théorèmes, nous devons logiquement admettre ce qui suit:

1° Le revenu national atteint le niveau le plus élevé possible lorsque *toutes* les forces de travail sont actives.

2° Il existe une certaine relation entre la masse d'argent qu'il faut mettre en circulation et le volume de production qu'on veut atteindre. (Cette relation n'est pas nécessairement une proportionnalité linéaire.)

3° Lorsque la production augmente, il est nécessaire de mettre plus d'argent en circulation, afin que la production soit absorbée et qu'un revirement de conjoncture soit évité.

4° Si nous veillons à la création d'objets utiles, c'est-à-dire de valeurs réelles, l'argent nécessaire ne manquera jamais. En effet, s'il n'y a pas assez d'argent, la Banque nationale en fabriquera. L'argent n'est pas, après tout, un événement de la nature mais une invention de l'homme pour distribuer le pouvoir d'achat.

Il est nécessaire d'ajouter quelques remarques à ces thèses. Afin que la Banque nationale puisse émettre de l'argent supplémentaire sans exposer notre système monétaire à l'inflation, il est nécessaire de veiller à ce que les crédits accordés servent vraiment à la création de valeurs. En d'autres termes, il faut éviter de produire des non-valeurs. Et il ne faut pas se borner, comme on le fait trop souvent, à financer des travaux improductifs.

La confection d'objets inutiles ne contribue d'aucune façon à l'augmentation du revenu national. Le Conseil supérieur d'économie publique sera garant que l'argent accordé serve aux entreprises d'une valeur nationale incontestable. Il collaborera étroitement avec la Banque nationale à cet effet.

La mise en œuvre de moyens financiers en vue de travaux improductifs ne stimule pas l'économie de façon durable. Elle agit comme un toxique qui excite l'activité pour un instant et dont l'effet s'efface lorsque les travaux sont achevés et que les salaires sont dépensés. Des misères sont temporairement soulagées par ce moyen, mais il ne s'ensuit aucun rétablissement du circuit monétaire.

Il y a cent ans, on occupait des ouvriers en Angleterre en leur donnant des tas de pierres à transporter d'un endroit à l'autre. Une seconde équipe de chômeurs avait pour mission de rapporter ces pierres à l'endroit primitif. Cette façon de créer des occasions de travail n'est pas seulement humiliante pour les hommes, elle est en outre stupide. Elle n'aboutit pas à la création de richesses. Le revenu national n'est pas augmenté de cette façon. Il s'agit là bien plus d'un déplacement de revenus, puisque les salaires payés sont prélevés par le fisc sur le produit d'autres travaux.

L'humanité a résolu — soit dit en passant — le problème de la pleine utilisation des forces de travail en temps de guerre d'une façon qui ne saurait nous satisfaire. Le transport insipide de cailloux en Angleterre dont je parlais est après tout plus sage que la fabrication d'armes et la destruction de villes.

A mesure que le chômage cède la place aux travaux productifs, de nouveaux revenus réels sont créés. Les revenus d'argent peuvent suivre. Avec eux le capital imposable augmente. La part de l'Etat sur le revenu national s'accroît aussi. Voilà l'unique bonne méthode qui permet à la collectivité de financer les grands travaux en vue de l'abolition définitive du chômage.

J'ai mis l'accent sur le mot «productif», et j'insiste sur ce point. Comprenez-le et vous aurez fait un grand progrès en sciences économiques. L'assainissement des finances ébranlées par la guerre n'est possible que par le moyen d'une augmentation du revenu national. Des finances saines, le revenu national le plus élevé possible, l'utilisation intégrale de toutes les forces productives et une bonne répartition du pouvoir d'achat, voilà les quatre points cardinaux d'une économie équilibrée. Ce sont les notions inséparables de toute doctrine d'Etat moderne.

\*

Je me suis efforcé de vous montrer que la Suisse ne peut être réduite à la capitulation par la menace d'un siège économique, si nous sommes décidés à ne pas abdiquer comme citoyens d'un pays libre. J'ai parlé de nos réserves matérielles, de la possibilité de tirer bon parti de nos ressources, de l'organisation systématique de notre économie. Nous avons envisagé sommairement comment de grands travaux peuvent être financés.

J'ai voulu faire ressortir que si un certain interventionnisme d'Etat est nécessaire dans les circonstances actuelles, il ne s'ensuit nullement que nous soyons forcés de renoncer à la constitution démocratique de ce pays. La science économique, la vérité et la raison pure ne sont pas des privilèges d'un groupement politique. Elles cessent d'être science, raison, vérité, lorsqu'on les sort de leur cadre pour en faire des instruments du pouvoir, et qu'on les met au service de la violence.

L'exécution du plan de résistance nationale dépend avant tout de notre volonté. Elle est affaire d'énergie morale. Si nous sommes prêts à défendre notre indépendance politique les armes à la main en cas d'agression, nous devons être tout aussi fermement résolus de tenir économiquement, quoi qu'il arrive.

La démocratie qui entend tant d'insultes en cette époque troublée, reste viable. Dans sa forme d'aujourd'hui, elle n'a certes pas atteint l'ultime degré du progrès. Si elle n'est pas assaillie et assassinée, il nous appartient de la protéger contre toute décadence intérieure. Nous voulons lui conserver sa jeunesse!

Permettez-moi de clore cet exposé par un avertissement. Si nous permettons que notre Etat démocratique soit abaissé ou aboli au lieu de le défendre et d'en assurer le développement naturel, il n'en résultera nul bien mais sans doute beaucoup de mal.